

Pr. Géraldine Giraudeau

Née le 3 février 1983

Nationalité française



Agrégée des Facultés de droit

Professeure en délégation à l'Université de la Nouvelle-Calédonie

Membre du Larje/membre associée du CDED

Membre du comité scientifique du parc naturel de la mer de corail

Membre de la *Société française pour le droit international*

Membre de la branche française de l'*International Law Association*

Langues de travail : français, anglais et espagnol. Notions d'arabe standard.

Formation/concours

2014- Agrégation de droit public (1^{er} concours)

2011- Qualification aux fonctions de maître de conférences

2010- Doctorat de droit international public, Université Paris 1 Sorbonne et Université Carlos III de Madrid (cotutelle)

- Sujet de thèse : *Le juge international et le règlement transactionnel des différends territoriaux*
- Mention : Très honorable avec les félicitations du jury – Proposition pour un prix de thèse et de subvention en vue d'une publication
- Jury : Pr. Geneviève Bastid-Burdeau (Université Paris 1), Pr. Carlos Moreira González (Université Carlos III), Juge Torres Bernardez, Pr. Karel Wellens (Radboud University Nijmegen), Pr. Carlos Fernandez Liesa (Université Carlos III de Madrid, Directeur de recherche), Pr. Pierre Michel Eisemann (Université Paris 1, Directeur de Recherche)
- Prix de l'école doctorale de droit de la Sorbonne

2006- Master 2 droit international et organisations internationales, université Paris 1 Sorbonne

2005- Master 1 droit public spécialité droit international et communautaire, université de Nantes (dont un semestre en Erasmus à l'Université d'Helsinki, Finlande)

Carrière

Depuis juillet 2017 Déléguée à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa

2014-2017 Professeure à l'Université de Perpignan Via Domitia

2012-2016 Juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile, nommée par le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés

2011-2014 Maître de conférences à l'Université d'Orléans

2009-2011 ATER à l'Université Paris 1 Sorbonne

2006-2009 Allocataire de recherche à l'Université Paris 1 Sorbonne et chargée de TD à l'Université Carlos III de Madrid

Enseignements

Matières dispensées actuellement : droit international public (L3 et M1), droit de l'Union européenne (L3), relations internationales (L1), évolution constitutionnelle de l'Outre-mer (L2), régimes politiques étrangers (L1).

Matières dispensées entre 2011 et 2014 en tant que maître de Conférences à l'Université d'Orléans, puis entre 2014 et 2017 en tant que professeure à l'Université de Perpignan: droit international public (L3 et M1), relations internationales (L1), systèmes juridiques et droit européen comparés (L2), droit constitutionnel et administratif comparé (M1), *common law* (en anglais) (L2), droit de l'Union européenne (L3), droit des institutions européennes (L1).

Cours dispensés temporairement à l'Institut des Affaires Internationales du Caire (Droit matériel de l'Union européenne, décembre 2012) et à l'Université de Séville (le droit d'asile en Europe, avril 2013 et février 2014).

« Tribunal des Etudiants » dans l'affaire du Statut du territoire et du peuple tibétain, Plaidoirie pour la Chine, Université Libre de Bruxelles, avril 2015.

Activités d'expert et d'évaluation

Depuis 2018	Membre du comité scientifique du parc naturel de la mer de Corail, nommée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
2017	Membre du jury pour le prix de thèse Jacques-Mourgeon
2016	Membre du jury du concours externe de l'ENA (questions internationales)
2012-2016	Juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile, nommée par le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés
2012	Membre du jury du grand oral de l'examen du CRFPA, Université d'Orléans

Responsabilités pédagogiques et administratives

Depuis 2017	Responsable du master droit à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.
Depuis 2017	Responsable de la formation CRFPA, UNC. Coordination du partenariat avec l'IEJ de Paris 1, organisation des cours présentiels et des épreuves écrites à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.
2017	Responsable de la mise en place du partenariat entre l'UNC, le Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie et l'Ecole nationale de la magistrature, ayant abouti à la signature d'une convention dans le but de favoriser l'accès des calédoniens à la magistrature.
Depuis 2017	Membre du Conseil de département droit-économie-gestion à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

- Depuis 2011 Membre de cinq comités de recrutement de maîtres de conférences ou de professeurs (Université d'Orléans, Université de Perpignan pour deux postes, Université de Grenoble, Université de la Nouvelle-Calédonie pour un recrutement en délégation).
- 2015-2017 Membre du Conseil de faculté de l'Université de Perpignan UPVD.
- 2015-2017 Membre de la Commission Formation et vie universitaire à l'Université de Perpignan UPVD.
- 2013-2014 Responsable de la licence européenne à Orléans.
-

Responsabilités éditoriales

- Depuis 2017 Evaluatrice pour le *Journal of Territorial and Maritime Studies*.
- Depuis 2015 Participation à la rubrique de jurisprudence comparée de la *Revue générale de droit international public*, sous la direction du Professeur R. Rivier. Rédaction d'au moins trois notules par an, en particulier concernant des décisions des tribunaux espagnols.
- Depuis 2006 Rédaction d'une cinquantaine de comptes rendus pour la bibliographie critique de l'*Annuaire français de droit international*, sous la direction du Professeur Pierre Michel Eisemann.
-

Organisation d'évènements scientifiques et autres manifestations

- Mars 2019 Organisation de la semaine contre le changement climatique à l'Université de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du projet PIURN de création d'un réseau académique bilingue sur le changement climatique et les migrations.
- 4 oct. 2018 Co-organisation avec Nadège Meyer de la nuit du droit à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec les professionnels du droit.
- 12 juill. 2018 Co-organisation avec Mathieu Buchberger de « la journée des métiers de la justice et du droit » à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Présentation des concours et des métiers.
- 3/4 juill. 2018 Organisation du colloque international « les enjeux territoriaux du Pacifique » à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.
- 17/18 juin 2014 Co-organisation, avec les professeurs Cécile Guérin-Bargues et Nicolas Haupais, du colloque « Le fait religieux dans la construction de l'Etat ».
- 4 oct. 2012 Organisation de la journée franco-espagnole sur « la réforme des institutions économiques face aux défis de la mondialisation » à l'université d'Orléans, dans le cadre du projet de recherche (DER 20414-C02-01) du ministère espagnol de l'innovation et de la recherche.
-

Coordination et participation à des projets collectifs de recherche

- Juin 2018-Déc 2019 Porteuse du projet PIURN sur la création dans le Pacifique d'un réseau académique bilingue sur le changement climatique et les migrations.

2018-2020	Participation au projet « Climate Change et New Legal Paradigms » portés par les professeurs Sarah Cassella et Sabrina Cuendet.
Août 2018	Coordination du panel « Developing International Law as a response for territorial challenges facing Oceania Islands » pour la 72 ^{ème} rencontre de l'International Law Association.
Depuis 2018	Coordination avec le professeur Mathieu Maisonneuve de la rédaction d'un dictionnaire sur les Outre-mer, incluant une cinquantaine de contributeurs, à paraître courant 2019.

Publications

Thèmes principaux de recherche : droit international général, questions territoriales, droit de la mer
Autres thèmes d'intérêt : droit d'asile, religion et droit, droit et internet

Ouvrages

Larje, *L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, PUNC, 2018, 288 p.

G. Giraudeau, C. Guerin-Bargues, N. Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l'Etat*, Actes du colloque d'Orléans de juin 2014, Paris, Pedone, 2016, 273 p.

(Dir.) : *La réforme des organisations économiques internationales face à la globalisation, Journée franco-espagnole*, Paris, Mare et Martin, 2015, 202 p.

Les différends territoriaux devant le juge international : entre droit et transaction, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, x-547 p.

Articles et contributions

21. « La sentence arbitrale rendue sur le fond le 29 juin 2017 en l'affaire du différend territorial et maritime entre la Croatie et la Slovénie », *Annuaire français de droit international*, 2017, pp. 237-255.

20. « Le droit international et les transitions constitutionnelles », pp. 19-28 in Larje, *L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, PUNC, 2018, 288 p.

19. « La Santa Sede y el Consejo de Europa », *Anuario Espanol de Derecho Interacional*, v. 34, 2018, pp. 207-228. Version traduite et corrigée de l'intervention au colloque de Nanterre.

20 bis. « Le Saint-Siège et le Conseil de l'Europe », actes du colloque de l'Université de Nanterre, *La religion et le droit international*, Pedone, à paraître en 2018.

18. « La France et le droit d'asile : quelques observations juridiques sur les procédures et la situation des personnes », *Ethique et Santé*, Volume 15, Issue 2, Juin 2018, pp. 97-104.

17. « Les nouvelles obligations et les obligations renouvelées des Etats à l'ère du numérique », Actes du colloque de l'Université de Perpignan (mars 2017), S. Chatry et Th. Gobert (dir.), *Numérique : nouveaux droits, nouveaux usages*, Mare et Martin, 2017.

- 16.« Sharks Need Protection and Surfers Want Security : La Réunion's Shark Control Program into the International Legal Framework », *Journal of Territorial and Maritime Studies*, 2017, vol. 4, n°1, pp. 5-30.
- 15.Chapter XIX, « Goal 16 : Peace, Justice and Strong Institutions. Promote just, peaceful, and inclusive societies », 20 p in P. Duran y Lalaguna, C.M. Diaz Barrado et C. R. Fernandez Liesa (eds.), *International Society and the Sustainable Development Goals*, Thomson Reuters, 2016, pp. 523-546.
14. « La religion et les mouvements sécessionnistes », pp. 235-246, in G. Giraudeau, C. Bargues et N. Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l'Etat*, Actes du colloque d'Orléans de juin 2014, Paris, Pedone, 2016, 273 p.
- 13.« A propos de l'affaire des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor- Leste c. Australie)* : quand la Cour internationale de Justice agit en garantie des droits étatiques relatifs à une autre procédure juridictionnelle, *Annuaire Français du Droit International* 2015, pp. 239-266.
- 12.« Les motifs non juridiques dans le contentieux territorial », pp. 81-96, in F. Couveinhes Matsumoto et R. Nollez-Goldbach (dir.), *Les motifs non juridiques dans les jugements internationaux*, Actes du colloque ENS du 7 novembre 2014, Paris, Pedone, 2016, 211 p.
- 11.« The Principles of Confidentiality of and NonInterference in the Communications with Lawyers and Legal Advisers (Legal Professional Privilege) regarding the recent ICJ and ECHR Case Law », *ASIL Insight*, Volume 20, Issue 16, 24 octobre 2016.
10. A Slight Revenge and a Growing Hope for Mauritius and the Chagossians: The UNCLOS Arbitral Tribunal's Award of 18 March 2015 on Chagos Marine Protected Area (Mauritius v. United Kingdom) », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. 12, n°2, 2015, pp. 705-727.
- 9.« L'articulation des institutions financières internationales et européennes », in G. Giraudeau (dir.), *La réforme des institutions économiques internationales à la globalisation*, Paris, Mare et Martin, 2015, 202 p.
- 8.« La remarquable entrée en scène du TIDM dans le contentieux de la délimitation maritime : l'arrêt du 14 mars 2012 relatif à l'affaire du golfe du Bengale », *Annuaire du droit de la mer*, 2012, tome 17, pp. 93-118.
- 7.« La sentence Abyei du 22 juillet 2009 (Gouvernement du Soudan / Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan) », Table ronde du 22 octobre 2012 organisée par l'Association des internationalistes et l'IHEDN : « Partition et répartition des espaces : actualité de l'Afrique (SoudanCorne de l'Afrique) ». Actes publiés dans la revue *Aquilon* n°9.
- 6.« La naissance du Soudan du Sud : la paix impossible ? », *AFDI*, 2012, pp. 61-82.
- 5.« Retour sur un classique – Antonio Truyol y Serra, *Genèse et fondements de l'idée d'une communauté universelle : De la civitas maxima stoïcienne à la civitas gentium moderne*, Lisbonne, separata da *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa*, 1958, 147 p », *R.G.D.I.P.*, 3/2012.
- 4.« Les compétences internationales des entités territoriales autonomes », *Annuaire français de droit international*, 2010, pp. 167-195.
- 3.« Le pouvoir discrétionnaire du juge au sein de la Cour internationale de Justice », pp. 277-300 in W. Jakimowicz et P. Serrand (dir.), *Le pouvoir discrétionnaire. Approches comparées en droit français et en droit polonais*, Actes du colloque de Cracovie - Université Jagellonne, 23 mars 2012, Paris, Mare et Martin, 490 p.

2. Capítulo 9 : Asia : La Asociación de Naciones del Sudeste Asiático (ASEAN) y la Asociación de Asia del Sur para la Cooperación Regional (SAARC) pp. 285-308 in Fernández Liesa (C. R.) y Cano Linares (A.) (dir.), Los Procesos de Integración ante la Crisis Financiera Internacional, Civitas, 2012, 354 p.

1. Díaz Barrado (C.) et Manero Salvador (A.) (dir.), *Glosario de términos útiles para el análisis y estudio del Espacio Iberoamericano de Cooperación e Integración: Comercio, Cultura y Desarrollo*, Centre d'études Ibéro-américaines de l'Université Rey Juan Carlos de Madrid et de l'Université de la Havane, Marcial Pons, 2009, 419 p. Rédaction des références suivantes : article XXIV du G.A.T.T. (pp. 61-62), aide publique au développement (pp. 68-69), aide à l'alimentation (pp. 73-75) et G.A.T.T. (pp. 268-269).

Communications :

19. « Le droit de la culture et la protection du patrimoine océanien », Colloque TROCA « La Nouvelle-Calédonie : un projet multiculturel ? », 26 novembre 2018.

18. « Le cas *sui generis* de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française », 27 septembre 2018, colloque « Quelle unité de l'Etat dans un système juridique pluriel ? », sous la direction de M. Doat et J. Rios, Université de Perpignan UPVD.

17. « The Evolution of the notion of territory in Oceania, a symptomatic example? », 20 août 2018, 72ème rencontre biennale de l'ILA, Sydney.

16. « Les politiques d'extension du plateau continental et les différends territoriaux dans le Pacifique », 3 juillet 2018, Colloque sur les enjeux territoriaux du Pacifique, Nouméa.

15. « The role of international law in recent constitutional evolutions in Pacific », 3 décembre 2017, Annual meeting of the Pacific Constitution Research Network, Port Vila, Vanuatu.

14. « L'application du droit international dans les transitions institutionnelles », 17 novembre 2018, colloque UNC sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa.

13. « Le principe de précaution », discussion du 6 novembre 2017, Nouméa, Université de la Nouvelle-Calédonie et Compagnie des Experts.

12. « Les nouvelles obligations et les obligations renouvelées des Etats à l'ère du numérique », colloque de l'Université de Perpignan (10 mars 2017), S. Chatry et Th. Gobert (dir.), *Numérique : nouveaux droits, nouveaux usages*.

11. « Le droit d'asile en France », Journée SFTG sur les réfugiés, Paris, 16 décembre 2016.

10. « La neutralité du net », Université de Tours, Colloque sur la neutralité et le droit, 14 octobre 2016, sous la direction du Pr. F. Brunet.

9. « Les relations entre le Saint-Siège et le Conseil de l'Europe », Université de Nanterre, Journée religion et droit international, 13 octobre 2016, sous la direction du Pr. N. Haupais et de A.-L. Chaumette.

8. « El proceso de asilo y la crisis de los refugiados », Université de Pampelona, 6 octobre 2016, Journée sur les réfugiés.

- 7.« La location des Chagos par les Etats-Unis au bénéfice de la Grande-Bretagne », La Havane, 7 mai 2016.
- 6.« Les motifs non juridiques dans le contentieux territorial », Colloque du 7 novembre 2014, *Les motifs non juridiques dans les jugements internationaux*, ENS, Paris, sous la direction de F. Couveinhes Matsumoto et R. Nollez-Goldbach.
- 5.« La religion et les mouvements sécessionnistes », *Le fait religieux dans la construction de l'Etat*, colloque d'Orléans de juin 2014 sous la direction de G. Giraudeau, C. Bargues et N. Haupais.
4. « La colaboración judicial en la UE en el marco del asilo », Journée du 23 avril 2013 sur la coopération policière et judiciaire au sein de l'Union européenne, Université de Huelva, Espagne.
- 3.« La sentence Abyei du 22 juillet 2009 (Gouvernement du Soudan / Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan) », Table ronde du 22 octobre 2012 organisée par l'Association des internationalistes et l'IHEDN.
- 2.« L'articulation des institutions financières internationales et européennes », Journée franco-espagnole du 4 octobre 2012, *La réforme des institutions économiques internationales face aux défis de la globalisation*, Université d'Orléans.
- 1.« Le pouvoir discrétionnaire du juge au sein de la Cour internationale de Justice », colloque de Cracovie - Université Jagellonne, *Le pouvoir discrétionnaire. Approches comparées en droit français et en droit polonais*, Jakimowicz et P. Serrand (dir.), 23 mars 2012.

Thèses

Depuis 2016, co-direction avec le professeur Carlos Fernandez Liesa (Carlos III, Madrid) de la thèse de M. Jorge Luis Collantes, intitulée « De l'harmonisation du droit des contrats publics, vers la construction d'un droit international des contrats publics ».

Depuis 2016, participation à trois soutenances de thèses, dont deux présidences (Université Paris 1, Université de Perpignan à deux reprises). Rapporteur pour la mention européenne de deux thèses espagnoles (Université Carlos III de Madrid).

Interventions dans les médias/articles de presse/blogs juridiques :

Radio New Zeland International, « the Mathew and Hunter dispute between France and Vanuatu », 8 mars 2018, audio interview.

« Les dernières élections législatives aux Fidji, une étape dans la transition démocratique de la République militaire », Blog *Jus Politicum*, 17 décembre 2018.

« Que peut-on attendre du référendum de 2018 sur la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie ? », Blog *Jus Politicum*, 13 décembre 2017.

« La neutralité du net toujours au cœur des débats », *Droit & Technologies*, 4 décembre 2017.

Commentaire de l'audition des pétitionnaires pour la Nouvelle-Calédonie devant la quatrième commission de l'AGONU, Journal télévisé NC 1^{ère}, 5 octobre 2017.

Commentaire de l'actualité liée à la Corée du Nord, Journal radio NC 1^{ère}, septembre 2017.

« La bataille des déracinés des Chagos n'est pas terminée », *Jeune Afrique*, 9 août 2016.
